

Service Protection de l'Environnement
9 rue de la Grenouillère
01012 Bourg-En-Bresse Cédex

Bourg-En-Bresse, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRESSOR SA

185 route de Pont de Veyle B.P.8
01290 Grièges

Références : 2025 - 04555

Code AIOT : 0050100364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement BRESSOR SA implanté 185 route de Pont de Veyle B.P.8 01290 Grièges dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 23/08/2024. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour but principal de vérifier la réalisation des mesures demandées dans l'arrêté de mise en demeure du 23/08/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRESSOR SA
- 185 route de Pont de Veyle B.P.8 01290 Grièges
- Code AIOT : 0050100364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exerce une activité de traitement du lait et transformation fromagère de type fromage frais. Il a été autorisé par un arrêté préfectoral du 19 octobre 2023. Il est classé principalement dans la rubrique IED n°3642 pour une capacité de production maximum de 200 tonnes de produits finis par jour. Le site dispose d'une station d'épuration autorisée au titre de la rubrique n°2752, pour traiter ses propres effluents et ceux également de la commune de Grièges.

Le directeur du site et le responsable sécurité environnement ont récemment changé.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
10	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Démontage puits	AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1	Sans objet
2	Séparation des réseaux	AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1	Sans objet
3	Etude sonométrique	AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1	Sans objet
6	Etude des flux thermiques	AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1	Sans objet
7	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
9	Dispositions spécifiques "Sécheresse"	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.6.1	Sans objet
11	Capacité de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art 25 I et VI	Sans objet
12	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art 25 II et VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en demeure du 23/08/2024, la visite a montré que :

- certains points de la mise en demeure peuvent être levés (bruit, flux thermiques).,
 - la mise en place de la réserve incendie est en bonne voie, malgré un retard de 3 mois,
 - la mise en place de la rétention des eaux d'extinction nécessite davantage de temps et ne pourra pas être réalisée avant 2027. Un échéancier est attendu.
 - Quant à la séparation des réseaux d'eau AEP et d'eau de forage, les travaux ont commencé et devraient se terminer comme prévu fin juin 2026.
- L'exploitant a réalisé les mesures correctives suite à l'inspection de 2023 portant sur la rétention des produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démontage du puits

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1
Thème(s) : Risques chroniques, canalisations
Prescription contrôlée :
Les canalisations d'eau et les pompes de l'ancien puits sont démontées avant le 31 décembre

2024.
Constats :
Réalisé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Séparation des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1
Thème(s) : Risques chroniques, réalisation des travaux sur le réseau d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Concernant l'article 3.1.2 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : séparation des réseaux d'eau La mise en conformité du site au regard des différents usages de l'eau sera terminée au 30 juin 2026, selon les échéances suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – octobre 2024 : Consultation pour chiffrer les études nécessaires et les prestations de maîtrise d'oeuvre – novembre 2024 : Validation de l'investissement par la direction du Groupe Savencia pour engager ces études – fin du premier trimestre 2025 : Réalisation des études et chiffrage des travaux – fin du second trimestre 2025 : – Proposition des investissements travaux process et génie civil auprès du Groupe – premier semestre 2026 : Réalisation des travaux et mise en service <p>L'exploitant informe l'inspection de l'avancement des opérations à chaque échéance.</p>
Constats : <p>L'exploitant a informé l'inspection le 12/06/2025 que l'investissement avait été présenté à Savencia et validé début juin 2025.</p> <p>Vu les travaux démarrés. Un tank de stockage d'eau de lavage NEP a été enlevé pour permettre l'aménagement de la zone des futurs tanks.</p> <p>Les travaux devraient être terminés fin juin 2026 selon l'exploitant, conformément au délai prescrit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etude sonométrique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions sonores
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Concernant l'article 4.1.1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : émissions sonores L'exploitant réalise les aménagements permettant une mise en conformité des émissions sonores en ZER en remplaçant : <ul style="list-style-type: none"> - l'écrémeuse d'ici fin octobre 2024, - le pasteurisateur d'ici mi novembre 2024. Une étude sonométrique est réalisée après la mise en place de ces équipements, et avant le 31 décembre 2024. Le trafic de camions de collecte sera réduit sur le site de GRIEGES en 2025. En cas de non conformité des niveaux sonores lors de l'étude de 2024, une nouvelle étude sera réalisée après mesures complémentaires et/ou modification de la circulation des camions.
Constats : <p>Les aménagements ont été réalisés (écrémeuse remplacée fin 2024).</p>

<p>L'étude de bruit a été réalisée en janvier 2025 et transmise le 21 mars 2025. Elle montre des résultats conformes.</p> <p>Concernant les véhicules, ils partent désormais de Servas, ce qui réduit le trafic. De plus, les livraisons de surplus de lait ont été supprimées, ce qui diminue le volume de lait arrivant sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant l'article 5.1.4 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : confinement de eaux d'extinction <p>L'échéancier de mise en place du confinement des eaux d'extinction est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> 30 septembre 2024 : Mise à jour des calculs de besoins selon la D9 et D9A 31 octobre 2024 : validation des besoins avec le SDIS selon une analyse de risque tenant compte de la configuration du site 30 novembre 2024 : Etude et proposition de solutions techniques envisageables et définition des caractéristiques à satisfaire 31 décembre 2024 : communication du rapport à l'inspection. 28 février 2025 : Définition de la solution retenue. Le dispositif de confinement retenu est validé par le SDIS. L'inspection est informée de la solution retenue et validée. avant le 30 avril 2025 : transmission d'un échéancier de réalisation de la (ou les) solution(s) (le cas échéant : travaux, investissements, études techniques, consultation...), date de fin de travaux. L <p>L'exploitant informe l'inspection de l'avancement des opérations à chaque échéance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après avis du SDIS du 30/06/2025, un APC a été signé le 01/08/2025 actant les volumes et emplacements de la réserve incendie et de la rétention des eaux d'extinction.</p> <p>Respect du calendrier : La solution est retenue, mais l'investissement n'est pas validé par le Groupe.</p> <p>L'échéancier des travaux qui devait être transmis le 30 avril 2025 n'a pas été transmis. L'exploitant doit attendre la commission de décembre 2025 pour soumettre l'investissement au Groupe. Il indique que la mise en place ne pourra pas être réalisée avant 2027.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre dans les 3 mois un échéancier pour une mise en place de la rétention courant 2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, réserve incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réserve souple de 800m3 est mise en place avant le 30 juin 2025. L'échéancier est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les études de sol et l'obtention des devis actualisés nécessaires à sa mise en place sont obtenus avant le 31 octobre 2024. -La proposition d'investissement est soumise au groupe avant fin décembre 2024.

<p>-Les travaux sont réalisés au cours du premier semestre 2025.</p> <p>-L'exploitant fait réceptionner par le SDIS le dispositif dans un délai de 2 mois suivant la réalisation de la réserve et en informe l'inspection.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de l'avancement des opérations à chaque échéance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume de la réserve incendie a été mis à jour par AP du 01/08/2025.</p> <p>Vu l'emplacement prévu pour la bâche de 800m³ entre les bâtiments D et E.</p> <p>La demande d'investissement est en cours, le Groupe a donné son accord sur le génie civil. La demande d'investissement sera déposée au Groupe la semaine prochaine, sans crainte sur sa validation.</p> <p>L'AP du 01/08/2025 prévoit la réception de la réserve avant le 31/12/2025, délai qui ne sera pas respecté.</p> <p>Vu le planning de programmation de l'exploitant avec mise en place et réception pour fin février 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un délai de 3 mois supplémentaires est laissé à l'exploitant pour mettre en place la réserve incendie.</p> <p>Informers l'inspection des installations classées de l'installation de la bâche (à réaliser avant le 31/01/2026), puis de la réception par le SDIS (à faire avant le 28/02/2026).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Etude des flux thermiques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2024, article Art 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Flux thermiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant l'article 7.1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : flux thermiques (rubrique 1510) <p>L'exploitant transmet le résultat de l'étude des flux thermiques prévue à l'article 2 de l'annexe VIII et les mesures prises en cas d'effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site avant le 15 octobre 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude transmise le 15/10/2024 montre qu'il n'y a pas d'effets thermiques 8kW en limite de site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : 1. Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement</p>

Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : Des mesures conjoncturelles sont prévues en cas crise (arrêt d'un atelier) ou d'alerte renforcée (optimisation du lavage). Des actions structurelles sont mises en place sur les NEP pour réduire la consommation d'eau : réduction du temps de rinçage de 20 % environ sur une NEP, remise à niveau de l'utilisation sur une autre NEP. Des capteurs sont déjà présents sur le site (20), et ils seront complétés par de nouveaux capteurs lors de la réalisation des nouveaux réseaux (30 sur AEP, 4 sur forage). L'exploitant précise que les travaux sur les réseaux d'eau ont nécessité l'enlèvement d'un stockage d'eau recyclée pour les NEP, et que cela entraîne une augmentation de la consommation d'eau AEP pendant la durée des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
Constats : Les travaux en cours pour le raccordement au réseau AEP seront terminés en 2026. Le schéma d'utilisation de l'eau sera mis à jour ensuite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le schéma d'utilisation de l'eau du PSH après finalisation des travaux sur les réseaux d'eau en 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Dispositions spécifiques "Sécheresse"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.6.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositions spécifiques « sécheresse »
Prescription contrôlée : Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse Conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'établissement est classé en établissement de transformation agroalimentaire en flux poussé. Il est exempté des dispositions présentées à l'article 2, applicables en période de sécheresse en fonction du niveau de gravité. Le site est soumis à l'arrêté cadre interdépartemental sécheresse en vigueur fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en période de sécheresse « axe Saône ». Si l'exploitant dispose d'un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de justifier des mesures d'économie annoncées, il peut déroger aux prescriptions de l'arrêté cadre départemental. Il doit démontrer dans son PSH que les besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum. L'exploitant tient le PSH à la disposition du Service des Installations Classées et le met régulièrement à jour (à minima tous les 5 ans). En l'absence de PSH, l'exploitant respecte les mesures de réduction prévues selon le niveau de gravité de la sécheresse dans l'arrêté cadre en vigueur.
Constats : Le PSH a été actualisé avant l'été. Avec les travaux en cours sur les réseaux d'eau, le PSH devra être remis à jour. Pas de seuil d'alerte en vigueur lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le PSH après finalisation des travaux sur les réseaux d'eau en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

Paramètre	Fréquence d'analyse
Débit	Continu
pH	Continu
T°	Continu
DCO	Journalière
Azote global	
Phosphore total	
MEST	Hebdomadaire

DBO5	Mensuelle
Constats : Le changement récent de responsable sécurité environnement a entraîné un retard dans la saisie dans GIDAF. L'exploitant signale que le cadre GIDAF n'est pas conforme à l'AP du 19/10/2023.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour GIDAF pour 2025. Paramétrer le module « Gestion de l'eau » et le compléter avec la consommation annuelle.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 11 : Capacité de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art 25 I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Calcul de la capacité de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Vu l'agencement du local produits chimiques avec rétentions adaptées. Vu des exemples de FDS de 2023. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art 25 II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

<p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions.</p> <p>A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone concernée (rue des NEP) est en travaux : sol béton refait, toiture en cours de réfection avec désamiantage prévu courant 2026.</p> <p>La rétention et les grilles ne sont pas visibles lors de la visite. L'exploitant indique que tout sera conforme après les travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>